

la nouvelle lettre

Directeur de la publication : J. GARELLO
Commission Paritaire 63570

N° 804 – 11 Septembre 2004

Hebdomadaire 1 €

EDITORIAL

LES RACINES DE LA LIBERTE

« Devant notre bureau nous avons un magnolia. La beauté de ses fleurs parait notre maison. Un jour les fleurs se sont faites plus rares, les branches du haut se sont déplumées. L'arboriste consulté, après avoir examiné l'écorce, a eu tôt fait de rendre son verdict : l'arbre était déjà mort. Comment un arbre qui continue à fleurir peut-il être mort ? C'est que la sève qui reste continue à monter, mais chaque saison un peu moins haut. Bientôt il n'y aura plus de sève, parce que les racines de l'arbre ne le nourrissent plus ».

Cette histoire vraie conduisait le Révérend Père Robert SIRICO à la conclusion de sa démonstration, au dernier jour de notre Université d'Eté. Comme notre société contemporaine, l'Europe a encore quelques belles fleurs, mais elles semblent se raréfier au fil des ans. Et si la sève ne montait plus ? Et si l'arbre était déjà mort ? Aujourd'hui, en examinant avec attention l'Europe, on peut être légitimement saisi d'un doute. La vieille Europe dépérit, la sève de la Nouvelle Europe a du mal à monter. Serions-nous menacés de sclérose définitive ? Pour parer le danger avons-nous quelque chose à faire, qui serait en notre pouvoir ?

Oui, il y a quelque chose à faire : sauvegarder et stimuler la sève, et pour cela revenir aux racines.

La sève, c'est celle de tous ceux qui croient encore à la vie, à la possibilité d'une Europe ouverte, dynamique. Ils doivent triompher des parasites qui rongent l'Europe de l'intérieur : les eurocrates, les politiciens, les corporatistes, les étatistes. Tous ceux-ci ont organisé un jeu stupide et suicidaire, parce qu'ils ont cru prolonger leurs privilèges aux dépens des autres mais ne réussissent en fait qu'à tuer la poule aux œufs d'or, en brisant l'esprit d'entreprise, en détruisant la concurrence, en creusant les inégalités injustes. Mais ils sont nombreux aussi ceux qui, à l'image de nos jeunes participants à l'Université d'Eté, veulent être les artisans d'une rupture avec ces mœurs délétères, avec cette classe dominante. Ils sont entrepreneurs et instruits par l'échec des générations passées. La sève de l'Europe, c'est donc cette jeunesse qu'il faut encourager, éclairer, enseigner, accompagner sur la route de la liberté.

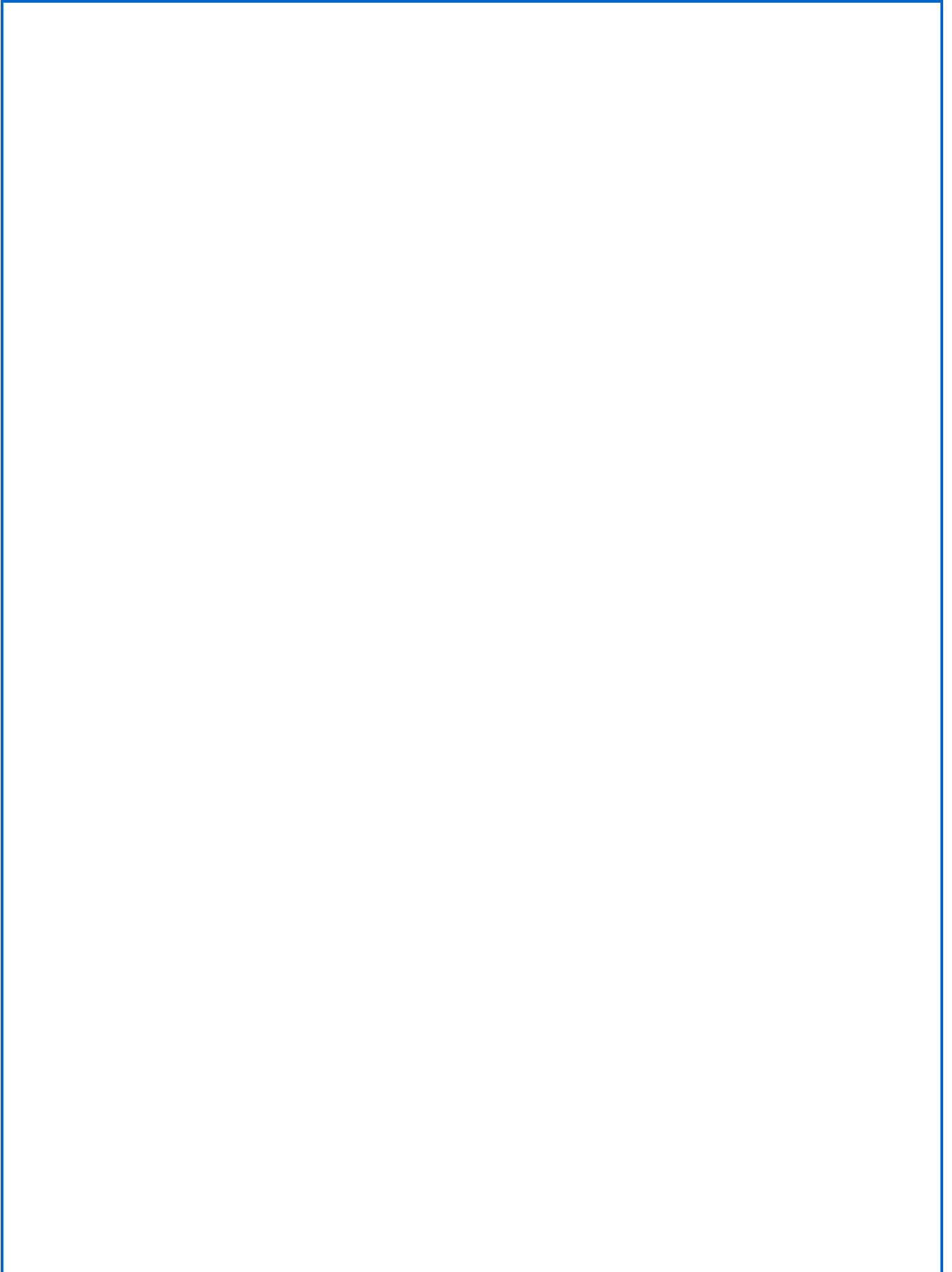
Mais la sève puise sa vigueur dans les racines. Il faut aller au plus profond du message libéral. On n'y trouve pas l'efficacité, car l'efficacité suppose qu'on se soit d'abord donné un objectif stimulant – et c'est celui-ci qui importe. On n'y trouve pas davantage la liberté, car la liberté n'est pas une fin en soi, elle s'ordonne elle-même à un projet. La liberté, pourquoi faire ? Au plus profond ce que nous trouvons c'est l'être humain, c'est sa dignité, c'est sa personnalité. L'Europe, grâce à ce qu'elle a hérité d'Athènes, de Rome, de Jérusalem, a bâti son progrès et son rayonnement sur une belle idée de la personne humaine, de ses droits, sur une recherche de l'harmonie à travers des institutions apaisantes et respectées. C'est tout cela que l'on a sans doute oublié, alors même que les pères fondateurs de l'Europe contemporaine SCHUMAN, ADENAUER et de GASPERI avaient en commun une foi profonde dans les valeurs morales et spirituelles fondatrices de la civilisation.

Depuis quelques années, et en dépit des échecs retentissants des politiques européennes et de l'économie dirigée, nos hommes politiques n'ont eu de cesse que de vouloir doter l'Europe d'institutions politiques, voire d'un gouvernement de plus. Ils en ont peu à peu oublié l'Europe de l'esprit et du cœur. Il est temps maintenant, devant le futur incertain de l'Europe, de puiser dans les racines de l'Europe pour y retrouver l'éthique de la liberté.

Cela me conduit à rappeler trois impératifs absolus pour la propagation des idées de la liberté. Le premier est d'aller vers les jeunes, ils sont notre meilleur investissement et ils sont en attente d'une véritable alternative. Le deuxième est de rappeler que la liberté est avant tout le moyen d'épanouir ses talents, d'exercer ses responsabilités et de réussir sa vie. Le troisième est de toujours remonter aux sources, qui sont la dignité de la personne humaine et l'amour du prochain qu'elle inspire. C'est en tenant compte de ces impératifs que nous devons organiser nos efforts dans les mois à venir, et y associer tous ceux qui, pour l'instant, doutent ou hésitent encore sur les chances de la liberté. Nous perdons notre temps et nous nous épuisons en vaines pressions sur le monde politique français. C'est à la société civile, et au cœur de celle-ci, à la jeunesse qu'il nous faut nous adresser. Pour faire monter la sève de l'enthousiasme, de l'engagement, pour redonner espoir. Pour faire refleurir les fleurs de la liberté, retrouvons les racines de la liberté.

Jacques Garelo

Conjoncture



36 MILLIONS D'AMERICAINS SOUS LE SEUIL DE PAUVRETE !

La nouvelle a été relayée par les médias français sans la moindre analyse. Il s'agit d'une étude du Census Bureau américain (l'équivalent de notre INSEE) publiée le 26 août dernier, selon laquelle la pauvreté aurait augmenté aux Etats-Unis pour la troisième année consécutive, touchant près de 36 millions d'Américains. Désormais, 12,5 % de la population américaine est considérée comme pauvre, contre 12,1 % l'année antérieure.

Ces statistiques sont sorties, comme par hasard, en pleine campagne électorale et auront sûrement une certaine influence sur le choix des électeurs. Quant aux médias français, ils s'en sont donnés à cœur joie... Pourtant, plusieurs remarques, qui ne paraîtront pas dans les médias français -fidèles à leur esprit moutonnier- sont nécessaires :

1. Le Census Bureau est un institut de statistiques d'obédience plutôt étatiste et démocrate. Il est à l'origine d'un scandale en 1987, lorsqu'il a publié une étude montrant que le revenu de la famille moyenne avait baissé pendant la période Reagan et que seul le 1% supérieur des revenus avait bénéficié de l'expansion économique. Or, les résultats se sont révélés faux et le Census Bureau a dû se rétracter et corriger les résultats publiquement. Le but était d'empêcher l'élection de George Bush père l'année suivante.

2. Il faut savoir aussi que la pauvreté est un concept relatif, qui se mesure par rapport à la richesse moyenne de la population du pays. Il en résulte que l'on peut trouver qu'il y a plus de pauvres aux USA qu'au Bangladesh ou au Soudan. De telles désinformations avaient été publiées aussi par UNICEF il y a quelques années. A titre indicatif, le seuil de pauvreté aux USA, pour une famille de 4 personnes, est de 18 810 dollars, soit plus de 8 000 francs par mois !

3. Mais ce qui est important, c'est que les pauvres américains ne sont pas pauvres toute leur vie ; le très grand nombre sont en fait des jeunes en début de carrière alors que les riches sont les mêmes arrivés en fin de carrière.

4. Les revenus des pauvres sont mesurés avant redistribution ; or, il faut savoir qu'à la différence de la France, l'Amérique n'est pas tombée dans le piège de la TVA et continue de tirer l'essentiel des ressources budgétaires de l'impôt sur le revenu, qui est progressif et que le taux de transfert des riches aux pauvres par le jeu de cet impôt et des programmes sociaux est à peu près double des mêmes transferts en France. Ce revenu ne tient pas compte des autres aides non monétaires comme les tickets de nourriture, les aides au logement.

5. Toutefois, la désinformation principale n'est pas là. Elle tient au fait que le «pauvre» américain a un statut qu'on ne retrouve nulle part ailleurs.

- 46 % de ceux qui sont considérés comme pauvres sont propriétaires d'une maison ;
- 76 % disposent de l'air conditionné ;
- 75% d'entre eux bénéficient d'au moins deux chambres pour vivre ;
- le pauvre « moyen » américain est mieux logé que la moyenne des individus habitant Paris, Londres, Vienne ou Athènes ;
- 75% d'entre eux possèdent une voiture, 30 % en possèdent deux ;
- 97 % des pauvres ont une télé couleur ; 50 % en ont deux ;
- 73 % des pauvres possèdent un micro-ondes.

La famille pauvre américaine classique (comme d'ailleurs leur équivalent européen) est monoparentale, avec une mère (très) jeune et un enfant en bas âge, ce qui montre que la pauvreté n'est pas vraiment une fatalité, car elle est surtout due à l'explosion de la cellule familiale et moins au chômage, car la durée du chômage est en moyenne faible aux Etats-Unis (quelques semaines contre près d'un an en France).

L'ENTREPRISE, LE MARCHÉ ET L'ETHIQUE

L'éthique économique et des affaires est à la mode et elle sert bien souvent de prétexte à des attaques contre le libre marché ou le libre commerce et contre le capitalisme en général, au nom du commerce équitable, du développement durable ou de la défense de l'environnement, alors que la véritable éthique économique devrait être celle d'hommes libres et responsables, titulaires de droits de propriété sur un marché de concurrence.

A l'occasion de la récente Université d'Eté du MEDEF, Xavier FONTANET, Président d'Essilor et animateur du comité d'éthique du MEDEF, remet les choses au point dans un long entretien publié par notre confrère Les Echos. Morceaux choisis :

« Les excès récents de certains dirigeants ou le manque de vigilance de certains conseils d'administration ont jeté le doute dans l'esprit de nombre de nos compatriotes (...). Ces faits sont graves parce que le modèle économique dans lequel nous vivons repose sur la confiance : on ne peut donc qu'approuver les mesures prises pour traiter le sujet à fond et dans tous les pays (...). Malheureusement, les dérives et les excès étant surmédiatisés, l'exception est peu à peu perçue comme la norme dans l'esprit des gens. Bien sûr, il y a des excès, des dérapages et des erreurs ; c'est vrai, nous les regrettons et les condamnons avec force, mais évitons les assimilations injustes ; la très grande majorité des acteurs de l'économie de marché ne se reconnaît pas dans le portrait diabolisé qui est souvent dressé du monde de l'entreprise. Il y a des millions de gens honnêtes qui travaillent dur pour gagner leur vie et des centaines de milliers d'entrepreneurs qui se battent loyalement pour tenir leurs entreprises ».

« C'est peu dire que le climat n'est pas favorable en France aux entreprises. La concurrence, le profit, le marché, autrement dit, tout ce qui représente les fondements de l'économie ouverte dans laquelle nous vivons, sont décrits dans les médias et à l'école comme des systèmes qui détruisent l'homme et qui aboutissent à l'exploitation du plus grand nombre par une minorité. La recherche de l'intérêt individuel est présentée comme une démarche foncièrement égoïste et froide, le profit comme une horreur. Sur une telle base d'incompréhension, il n'est pas facile de convaincre quand on parle d'éthique ou de comportement correct en affaires. Entre ceux qui pensent qu'il faut laisser l'initiative de chacun s'exprimer et ceux qui

L'EUROPE ASSOULIT LE PACTE DE STABILITE

On a beaucoup discuté, en particulier l'année dernière, du pacte de stabilité en Europe, dans la mesure où deux des principaux pays -et des promoteurs de ce pacte de stabilité-, la France et l'Allemagne, en ont violé les règles, en dépassant largement le déficit autorisé pour les finances publiques de 3% du PIB.

Ce qui avait en particulier choqué, c'est que l'on avait obligé nombre de petits pays à faire d'importants efforts de rigueur pour respecter cette règle et que France et Allemagne s'en étaient facilement affranchies. Certes, nous ne sommes pas des inconditionnels de ces règles du pacte de stabilité et on peut se demander pourquoi fixer à 3% le déficit autorisé ou encore à 60% le poids de la dette publique dans le PIB. D'autres chiffres ou d'autres règles seraient acceptables, par exemple de limiter les déficits publics au financement des seules dépenses d'investissement et d'équipement, ce qui est le cas en Grande-Bretagne. Mais, à tout prendre, nous préférons une règle à une politique conjoncturelle discrétionnaire.

Voilà que les règles du jeu vont changer. Six mois après avoir lancé une procédure judiciaire à Luxembourg contre la France et l'Allemagne, la Commission propose d'assouplir ces mêmes règles du jeu. Il paraît que la Commission en espère un surcroît de crédibilité, puisque l'on n'avait pas respecté sa politique et que, suivant la pratique bien connue, lorsqu'une règle n'est pas respectée, au lieu de la faire respecter, on préfère la changer.

Le document de dix pages qui a été présenté par le nouveau commissaire aux affaires économiques et monétaires au collège des commissaires s'intitule « Renforcement de la gouvernance économique et clarification de la mise en œuvre du pacte de stabilité et de croissance ... ». Il s'agit, sans modifier les traités, d'écarter le risque de sanctions contre les Etats membres ne respectant pas la règle.

Le texte précise : « L'application du pacte doit mieux prendre en compte les conditions économiques et les fondamentaux d'un Etat membre violant la règle des 3% ». Autrement dit, l'application de la règle dépendra de la conjoncture. En clair, la réforme consiste à préciser le concept de « circonstances exceptionnelles » autorisant un pays à dépasser le déficit de 3%. Et cela sera possible lors d'une « longue période de stagnation économique », autrement dit quand un pays se rapprochera de la récession.

En cas de déficit excessif, la période de redressement d'un an serait allongée. Certes le risque de sanction ne disparaît pas, mais la procédure n'est plus ni automatique, ni rigide. Comme le souligne le Figaro, la sanction « est remplacée, en amont, par davantage de pressions politiques entre Etats afin d'éviter le pire ». Beau progrès.

En réalité, si l'on veut bien lire à travers le jargon bruxellois, on passe de politiques automatiques à des politiques conjoncturelles. Un pays en récession, ou proche de la récession, pourrait essayer de relancer son économie par un déficit budgétaire accru et donc par une hausse des dépenses publiques. On nage en plein keynésianisme. C'est l'idée que le déficit et la dépense relancent la croissance, thèse à laquelle aucun économiste sérieux ne croit plus aujourd'hui. On sait bien au contraire qu'un surcroît de dépenses publiques freine l'activité et qu'un déficit excessif provoque un effet d'éviction et donc un ralentissement dans le secteur privé.

Ce projet doit encore être examiné par les ministres européens de l'économie et des finances. Rien n'est donc définitivement joué. Mais on peut craindre le pire. On disait la nouvelle Commission de Bruxelles libérale. Sa première mesure nous semble plutôt keynésienne. Laissons lui le bénéfice du doute pour l'instant, mais reconnaissons qu'il y a de quoi être déçus.

L'ENTREPRENEUR, ACTEUR D'UNE EUROPE EN TRANSITION

Conformément à la tradition, la Nouvelle Lettre publiera au cours des numéros à venir les principaux textes concernant la XXVII^e Université d'Eté de la Nouvelle Economie. Voici le texte du premier audio-visuel de présentation de la journée du Lundi 30 Août.

Parlons de l'Europe : il n'est pas trop tard !

Ni les élections au Parlement européen en juin dernier, ni le processus d'adoption de la constitution de l'Union n'ont clos le débat sur le futur de l'Europe.

Les élections ont peu intéressé les citoyens, leurs résultats ont été plutôt favorables aux Eurosceptiques, voire aux souverainistes. La représentativité des députés semble faible.

Quant à la constitution, si elle a pu réussir son examen de passage devant les gouvernants elle ne s'est pas encore imposée dans l'opinion publique, et son adoption définitive est loin d'être acquise.

L'Europe continue à se chercher, son futur est incertain. Rien n'est joué. Aujourd'hui à 25 comme hier à 15, 12, 9 ou 6 la question se pose toujours : quelle Europe ?

Vers une nouvelle Europe ?

L'élargissement de l'Union Européenne à 25 pays est-il l'occasion de donner à l'Europe un nouveau visage ?

Les pays qui rejoignent l'Union ont été marqués par plusieurs décennies de domination communiste, d'impérialisme soviétique et de planification économique. La plupart de leurs habitants, et notamment les jeunes, ont salué la chute du mur de Berlin comme une promesse d'intégration dans le monde libre. Hélas ils ont eu ensuite, une fois le temps des embrassades terminé, le sentiment d'être des Européens de seconde zone, exclus du jeu économique et politique. Certains n'ont pas manqué de leur rappeler que dans la cour des grands ne joue pas qui veut.

L'élargissement peut rendre espoir à tous ceux qui en ont assez de se voir toujours considérés comme « en transition ». Ils peuvent et veulent démontrer leur aptitude à être de plain pied dans la compétition européenne. Partout dans ces pays la libre entreprise lance un défi au reste de l'Europe.

La concurrence et la créativité stimulées

La perspective d'une Europe plus ouverte, d'un marché plus dynamique, n'est pas l'apanage des nouveaux venus. Au sein des 15 plus anciens, il existe des forces de progrès qui se sentent muselées dans le cadre étroit de la réglementation bruxelloise et de la fiscalité nationale.

Les entrepreneurs français, allemands, anglais ou autres considèrent le nouvel espace européen non seulement comme un marché à conquérir, mais aussi comme un territoire plus réceptif à la libre entreprise. Voilà qui explique les délocalisations, qui commencent à faire grincer les dents.

Si cette dynamique n'est pas freinée, l'Europe pourrait voir la concurrence se renforcer et se généraliser, elle amènerait les entrepreneurs à davantage de créativité, de productivité, d'adaptation.

La meilleure qualité de la production serait créatrice d'emplois et de pouvoir d'achat. La page de l'Euro-chômage et de l'Euro-sclérose pourrait enfin se tourner : la Nouvelle Europe pourrait s'exprimer.

La vieille Europe a du poids

Les promesses de la Nouvelle Europe sont aussi des pertes pour la Vieille Europe. Et celle-ci veille au grain. L'héritage de la sociale démocratie hypothèque toute tentative de changement véritable. Depuis cinquante ans au moins se sont créés des privilèges qui ne veulent pas disparaître au prétexte de l'élargissement

Voilà pourquoi les syndicats, les corporations, les groupes de pression organisés réclament une « Europe Sociale », où les mœurs injustes et parasitaires de la Vieille Europe pourraient se perpétuer. Tous les tenants de la Vieille Europe souhaitent un pouvoir politique européen concentré, qu'ils pourront mieux tenir sous leur coupe ; ils rejettent toute idée d'une Europe décentralisée et compétitive qui éroderait leur position aujourd'hui dominante.

Les frontières de la Vieille Europe ne s'arrêtent pas à celles des Quinze, car chez les nouveaux venus aussi, nombreux sont ceux qui voient l'Union comme un Etat-Providence, et le budget européen comme un pactole. Ils attendent la manne des subventions et le confort de la solidarité sociale.

Les choix européens restent à faire

Alors : Nouvelle ou Vieille Europe ? L'élargissement est un tournant, mais on y retrouve le même embarras du choix qu'au cours des précédentes étapes de ce que l'on appelle la « construction européenne ».

Ce choix est entre l'Europe des Etats, conçue et dirigée par la classe politique, sensée représenter les intérêts des peuples, et l'Europe des Marchands, une expression souvent méprisante pour désigner un marché ouvert à la concurrence fonctionnant avec le minimum d'institutions politiques nécessaires à assurer l'état de droit. C'est l'Europe des gouvernants contre l'Europe des entrepreneurs.

L'ambiguïté existe depuis le traité de Rome, juxtaposant des dispositions libre-échangistes et des politiques communes, instaurant une « société d'économie mixte ». Les résultats ont été pourtant bien clairs : échec des politiques et du volet dirigiste, succès des domaines régis par les lois des marchés concurrentiels.

LA SAINT MICHEL DE LA REFORME

Saint-Michel terrassera-t-il le démon du statu quo ? C'est en tout cas le 29 septembre qu'Hervé Novelli a convié plusieurs associations à se retrouver sur le thème « Premières rencontres de la Réforme ». L'ALEPS y participera, de sorte que vous pouvez dès maintenant retenir le lieu et l'heure :

***Mercredi 29 Septembre,
de 17 à 21 heures
à la Maison de la Chimie, Rue Saint Dominique***

Les prochaines éditions de la Nouvelle Lettre vous en diront plus.

AU SOMMAIRE DU N°804 :

EDITORIAL : Les racines de la liberté pp. 1-2

CONJONCTURE : France Télécom : privatisation à la française pp. 2-3

ACTUALITÉ QUI NOUS FAIT RÉFLÉCHIR : 36 millions d'Américains sous le seuil de pauvreté ! p. 4 – L'entreprise, le marché et l'éthique p. 5 – L'Europe assouplit le pacte de stabilité p. 6.

SPÉCIAL UNIVERSITÉ D'ÉTÉ : L'entrepreneur, acteur d'une Europe en transition pp. 7-8

ABONNEMENT DE 1 AN (40 Numéros) : € 35.00.

ABONNEMENT DE SOUTIEN (UN AN) : € 95.00.

LIBERTE ECONOMIQUE ET PROGRES SOCIAL

35 Avenue Mac Mahon - 75017 PARIS - Tél. : 01 43 80 55 18

www.libres.org